

COMMUNIQUÉ DE LA COORDINATION POUR LA SOUVERAINETÉ DE LA SYRIE ET CONTRE L'INGÉRENCE

Dénonciation de l'immixtion belliciste de la France en Syrie et affirmation du droit du peuple syrien à disposer de lui-même souverainement

dimanche 27 janvier 2013, par [Comité Valmy](#)



Coordination pour la souveraineté de la Syrie et contre l'ingérence

Communiqué du 28 janvier 2013

Le 28 janvier 2013, M. Fabius accueille à Paris les représentants de la Coalition pour la Syrie, une structure fantoche créée à la demande des dirigeants états-unis et qu'il considère depuis deux mois comme les « seuls représentants légitimes du peuple syrien ». Il choisit de les recevoir le jour même où l'opposition syrienne patriotique qui refuse toute ingérence étrangère ainsi que la guerre civile, se réunit à Genève.

Cette rencontre constitue le volet diplomatique d'une ingérence dans les affaires syriennes qui dure maintenant depuis deux ans. Le gouvernement français a déjà largement pris part à l'agression contre la Syrie en recrutant, entraînant et fournissant aux rebelles du matériel divers et prenant la direction des opérations, aux côtés de la CIA et des services de renseignements turcs de la formation des combattants (artillerie et transmission)¹ . Cette ingérence est en contradiction avec les principes du droit international et de la charte l'ONU en 1945. « Aucun Etat ne doit entreprendre d'action visant au renversement par la force du régime en place dans un pays tiers. » Sur le plan diplomatique, le gouvernement français cherche donc à contourner la légalité du droit international pour favoriser la reconnaissance d'une « légitimité » factice par diverses organisations régionales (Union européenne, Ligue arabe, Amis de la Syrie) pour une coalition créée par l'OTAN qui n'a aucune représentativité populaire.

Créée au Qatar, la « Coalition de Doha » est dirigée par M. Mouaz Al Khatib, un imam lié aux Frères musulmans, qui, selon le géographe F. Balanche, en constituent la « colonne vertébrale ». La Coalition reconnaît comme premier allié, Jabhat Al-Nosra, un groupe terroriste qui est une émanation directe d'Al Qaida. Et pour cause, c'est ce groupe qui inflige les plus lourdes pertes au gouvernement syrien 2) et à la population civile. M. Fabius a même fait part de son soutien implicite aux terroristes en affirmant que « sur le terrain, ils [Al Nosra] font du bon boulot ».3)

La diplomatie française cherche à prendre les devants d'une politique états-unienne de remodelage du « Grand Moyen Orient », en éliminant l'« Axe du Mal » (Syrie, Iran) (lire : axe de la Résistance) et en favorisant un axe pro états-unien (Turquie, Etats du Golfe). 4)

C'est donc une politique consciente d'escalade dans la guerre que le gouvernement français cherche à attiser, au moment même où la même France s'attaque au Mali aux groupes qui sont en relation directe avec ceux qu'elle soutient en Syrie. Comprenne qui pourra.

La Coordination pour la souveraineté de la Syrie et contre l'ingérence dénonce fermement cette politique d'immixtion dans les affaires des pays souverains, affirme le droit du peuple syrien de choisir lui même ceux qui le gouvernent, ainsi que le refus de tout armement des « djihadistes » ou de « l'ASL » en soulignant que ce conflit, extrêmement polarisé, pourrait dégénérer en un embrasement généralisé déclenchant une guerre mondiale.

Coordination pour la souveraineté de la Syrie et contre l'ingérence

1) Le Canard enchaîné, 8 août 2012.

2) Le Figaro, 21/12/12

3) Le Monde, 14/12/12

4) Courrier international, n° 1152, « Vers la création d'un axe sunnite proaméricain »

Contact : Chrysanthe - chrysantheme1410@rocketmail.com